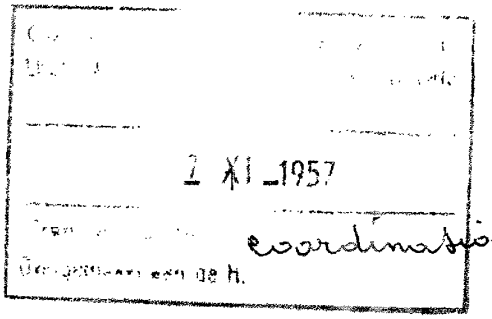
ML.



L. 5932/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Colonies, le 4 octobre 1957, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant réglementation de l'octroi de prix et de subventions à des manuels scolaires adaptés à l'enseignement au Congo belge et au Ruanda-Urundi", a donné le 9 octobre 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 4e oktober 1957 door de Minister van Koloniën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot reglementering van de toekenning van prijzen en van toelagen aan schoolhandboeken aangepast aan het onderwijs in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi", heeft de 9e oktober 1957 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté royal a pour objet de réglementer l'octroi de prix pour la rédaction de manuels scolaires adaptés à l'enseignement colonial ainsi que l'octroi de subventions pour l'édition de manuels de cette espèce.

Le but poursuivi par le projet apparaîtrait mieux dans l'intitulé si ce dernier était rédigé comme suit :

"Arrêté royal portant réglementation de l'octroi de prix et de subventions pour la rédaction et l'édition de manuels scolaires adaptés à l'enseignement au Congo belge et au Ruanda-Urundi".

L'intitulé exact de l'arrêté royal du 8 novembre 1954, visé à l'alinéa 2 du préambule et repris dans l'arrêté royal du 31 mars 1956, est :

"Arrêté royal du 8 novembre 1954 qui institue, au Ministère des Colonies, un Conseil supérieur de l'enseignement".

Il ressort de la comparaison des trois premiers articles du projet qu'à l'article 1er, le Roi entend accorder au Ministre des Colonies le pouvoir de décider chaque année de l'octroi de prix pour la rédaction et de subventions pour l'édition de manuels spécialement conçus ou adaptés à l'enseignement colonial. Ce pouvoir ne peut s'exercer que dans la mesure où la loi budgétaire prévoit les crédits nécessaires .

.../...

La rédaction ci-après exprimerait mieux la portée de l'article :

"Article 1er.-

Dans les limites des crédits budgétaires, le Ministre des Colonies peut, chaque année, décider d'octroyer des prix pour la rédaction et des subventions pour l'édition de manuels spécialement conçus ou adaptés à toute catégorie d'enseignement au Congo belge et au Ruanda-Urundi, l'enseignement universitaire exclu".

L'article 2 se limite à prévoir que les prix sont décernés par le Ministre des Colonies. Cependant, il résulte des articles 6 et 9, que le Ministre ne décide de l'attribution d'un prix qu'après avis d'un jury. L'article 2 devrait se référer à cet avis et être libellé comme suit :

"Article 2.-

Le Ministre des Colonies décerne les prix suivant les modalités prévues aux articles 6 et 9".

A l'article 3, il est bien superflu de préciser que les subventions ne sont accordées qu'à des ouvrages d'utilité reconnue. Ces derniers mots peuvent être omis sans inconvénient.

.../...

De plus, en intervertissant l'ordre des articles 2 et 3 on grouperait toutes les dispositions relatives à l'attribution des prix.

L'article 5 comprend trois dispositions qu'il faut distinguer l'une de l'autre. Il prescrit en premier lieu de déposer trois exemplaires, mais omet cependant de préciser l'endroit où ces exemplaires doivent être déposés. Il prévoit ensuite la faculté de présenter les ouvrages reliés ou brochés, manuscrits, dactylographiés ou imprimés. Enfin, les auteurs d'ouvrages ne sont pas obligés de signer ceux-ci.

L'article 5 gagnerait en clarté s'il était rédigé comme suit :

"Article 5.-

Les manuels doivent être déposés en trois exemplaires au secrétariat du jury.

Ils peuvent être reliés ou brochés, manuscrits, dactylographiés ou imprimés.

Les ouvrages portent la signature et l'indication du domicile de l'auteur, ou bien une devise. Dans ce dernier cas, le nom et le domicile de l'auteur sont indiqués sous enveloppe cachetée mentionnant à l'extérieur la devise employée".

.../...

A l'article 6, il conviendrait de préciser qu'il est constitué un jury pour l'examen de chaque catégorie de manuels figurant sur la liste prévue à l'article 4.

Il serait en outre utile de prévoir, pour éviter des difficultés en cas de partage des voix en nombre égal, que la voie du président sera prépondérante.

Enfin, l'article serait avantageusement complété par la disposition de l'article 8 qui instaure un secrétariat.

Le Conseil d'Etat suggère la rédaction suivante:

"Article 6.-

§ 1er. Pour l'examen de chaque catégorie de manuels figurant sur la liste prévue à l'article 4, le Ministre des Colonies nomme un jury de six membres dont un président et un vice-président.

§ 2. Le Ministre des Colonies choisit librement le président. Celui-ci est le même pour tous les jurys.

Le président de la Commission permanente pour l'examen des manuels scolaires est de droit vice-président de tous les jurys.

Deux membres sont, sur la proposition du Gouverneur général, choisis, l'un dans l'enseignement officiel, l'autre dans l'enseignement libre, de préférence, de la discipline, de la catégorie et du cycle d'enseignement auquel le manuel est destiné ;

.../...

un membre est choisi sur la proposition de l'Académie royale des sciences coloniales, et un membre est choisi sur la proposition du Conseil supérieur de l'enseignement parmi des spécialistes de la discipline en cause. Au cas où le manuel demandé serait exclusivement destiné soit à l'enseignement officiel, soit à l'enseignement libre, ce dernier membre appartiendra à l'enseignement intéressé.

§ 3. Le président du jury et le vice-président, lorsqu'il remplace le président, ont voix prépondérante en cas de parité de voix.

§ 4. ... (voir l'article 8 avec les observations du Conseil) ".

L'article 7, tel qu'il est rédigé, ne sera guère applicable au cas où des ouvrages sont déposés sous une devise. D'autre part, il omet de préciser la sanction en cas de violation de la prohibition.

En indiquant à l'article 8 que "tous les travaux prévus par les présentes dispositions" seront effectués par le secrétaire de la Commission permanente pour l'examen des manuels scolaires, le projet porte atteinte aux attributions du secrétaire du Conseil supérieur de l'enseignement. Telle n'est cependant pas l'intention du Gouvernement. Les fonctions du secrétaire de la dite commission se limitant aux travaux des différents jurys , le premier alinéa serait à rédiger comme suit :

/

"Le jury est assisté du secrétaire de la Commission permanente pour l'examen des manuels scolaires".

Cette disposition, de même que celle du second alinéa, gagnerait à être insérée sous un § 4 dans l'article 6, comme il a été dit ci-avant.

L'article 9 fixe des règles relatives au montant du prix. Il fixe également les modalités de paiement. Ces deux dispositions feraient avantageusement l'objet de deux paragraphes rédigés comme suit :

"Article 9.-

§ 1er. Le montant du prix à allouer est proposé par le jury. Il ne peut être inférieur à 20.000 francs ni supérieur à 40.000 francs.

Dans le cas où deux ouvrages pour une même matière seraient à récompenser, le montant de chaque prix ne peut dépasser 25.000 francs.

§ 2. Les deux tiers du montant du prix sont payés lors de l'attribution du prix. Le dernier tiers est liquidé après la publication du manuel".

La rédaction de l'article 10 diffère de celle adoptée par l'arrêté royal du 8 novembre 1954, qui institue un Conseil supérieur de l'enseignement. Comme certains membres du jury ainsi que le secrétaire participent à la fois aux travaux dudit Conseil supérieur et à ceux des jurys prévus par le projet, il serait préférable, s'il n'y a de raison particulière de faire autrement, de formuler l'article 10 comme suit :

.../...

"Article 10.-

Sauf en ce qui concerne le personnel des administrations métropolitaines dont les dispositions réglementaires en vigueur en Belgique déterminent la rémunération, le Ministre des Colonies fixe les jetons de présence des membres, les allocations du secrétaire et les frais de parcours et de séjour".

Het ontwerp van koninklijk besluit strekt er toe de toekenning van prijzen voor het opstellen en van toelagen voor de uitgave van aan het onderwijs in de Kolonie aangepaste schoolhandboeken te reglementeren.

Het doel van het ontwerp zou in het opschrift beter tot uiting komen indien dit als volgt was gesteld :

"Koninklijk besluit tot reglementering van de toekenning van prijzen en toelagen voor het opstellen en uitgeven van schoolhandboeken aangepast aan het onderwijs in Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi".

Het juiste opschrift van het in het tweede lid van de aanhef vermeld koninklijk besluit van 8 november 1954, dat voorkomt in het koninklijk besluit van 31 maart 1956, luidt :

"Koninklijk besluit van 8 november 1954 houdende instelling, bij het Ministerie van Koloniën, van een Hoge Raad voor het onderwijs".

Uit de vergelijking van de eerste drie artikelen van het ontwerp blijkt, dat de Koning in artikel 1 de Minister van Koloniën wil machtigen om elk jaar te beslissen over de toekenning van prijzen voor het opstellen en van toelagen voor het uitgeven van handboeken die speciaal zijn opgevat voor of aangepast aan het onderwijs in de Kolonie. Zodanige bevoegdheid kan alleen worden

.../...

uitgeoefend in zover de begrotingswet de nodige kredieten in het vooruitzicht stelt.

In de hiernavolgende lezing komt de strekking van het artikel beter tot uiting :

"Artikel 1.-

Binnen de grenzen van de begrotingskredieten kan de Minister van Koloniën elk jaar besluiten tot het toekennen van prijzen voor het opstellen en toelagen voor het uitgeven van handboeken die speciaal zijn opgevat voor en aangepast aan enige soort van onderwijs in Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi, het universitair onderwijs uitgezonderd".

Artikel 2 bepaalt alleen, dat de prijzen door de Minister van Koloniën worden toegekend. Uit de artikelen 6 en 9 blijkt echter, dat de Minister over de toekenning van een prijs eerst beslist nadat een jury heeft geadviseerd. Naar dit advies zou artikel 2 moeten verwijzen. Men leze het als volgt :

"Artikel 2.-

De Minister van Koloniën kent de prijzen toe volgens de regelen gesteld in de artikelen 6 en 9".

.../...

In artikel 3 is de mededeling, dat de toelagen alleen worden verleend voor werken waarvan het nut erkend is, overbodig. Men leze dus : "... om de uitgave van handboeken mogelijk te maken".

Als bovendien de volgorde van de artikelen 2 en 3 werd omgekeerd, zouden alle bepalingen over het toekennen van de prijzen bij elkaar komen te staan.

Artikel 5 bevat drie van elkaar te onderscheiden bepalingen. In de eerste plaats schrijft het voor, dat drie exemplaren worden voorgelegd, maar het zegt niet waar. Voorts bepaalt het dat de werken gebonden of ingenaaid, geschreven, getijpt of gedrukt mogen worden neergelegd. Ten slotte zijn de schrijvers niet verplicht de voorgelegde werken te ondertekenen.

Duidelijkheidshalve leze men artikel 5 als volgt :

"Artikel 5.-

De handboeken moeten in drievoud op het secretariaat van de jury worden gedeponeerd.

Zij mogen gebonden of ingenaaid, met de hand geschreven, getijpt dan wel gedrukt zijn.

De werken moeten ofwel door de schrijver worden ondertekend met vermelding van zijn woonplaats, ofwel een kenspreuk dragen. In dit laatste geval maakt de schrijver zijn naam en woonplaats kenbaar onder verzegelde omslag, op de buitenzijde waarvan hij de kenspreuk vermeldt".

.../...

In artikel 6 vermelde men dat een jury wordt samengesteld voor het onderzoek van iedere categorie van handboeken die voorkomt op de bij artikel 4 voorgeschreven lijst.

Om moeilijkheden te voorkomen, zou het bovendien zijn nut hebben te bepalen dat, bij staking van stemmen, de stem van de voorzitter beslist.

Ten slotte kan dit artikel zeer goed worden aangevuld met de bepaling van artikel 8, waarbij een secretariaat wordt opgericht.

De Raad van State stelt de volgende lezing voor :

"Artikel 6.-

§ 1. Voor het onderzoek van iedere categorie van handboeken die op de bij artikel 4 voorgeschreven lijst voorkomt, benoemt de Minister van Koloniën een jury bestaande uit zes leden, waaronder een voorzitter en een ondervoorzitter.

§ 2. De voorzitter wordt door de Minister van Koloniën vrij gekozen. Hij is dezelfde voor alle jury's.

De voorzitter van de vaste commissie voor het onderzoek der schoolhandboeken is van rechtswege ondervoorzitter van alle jury's.

.../...

Twee leden worden op de voordracht van de Gouverneur-generaal gekozen, de ene uit het officieel onderwijs, de andere uit het vrij onderwijs, bij voorkeur uit het vak, de soort en de cyclus van onderwijs waarvoor het handboek is bestemd; een lid wordt gekozen op de voordracht van de Koninklijke Academie voor Koloniale Wetenschappen en een lid wordt op de voordracht van de Hoge Raad van het onderwijs gekozen uit specialisten in het betrokken vak. Ingeval het onderzochte handboek uitsluitend bestemd is hetzij voor het officieel onderwijs, hetzij voor het vrij onderwijs, wordt dit laatste lid uit het betrokken onderwijs gekozen.

§ 3. Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter en de stem van de ondervoorzitter wanneer hij de voorzitter vervangt.

§ 4. ... (zie artikel 8 met de door de Raad gemaakte opmerkingen) ...".

Zoals artikel 7 is gesteld, zal het ternauwernood toepassing vinden op werken die onder een kenspreuk worden neergelegd. Anderzijds zegt het niet hoe overtreding van het verbod wordt gestraft.

Door in artikel 8 te bepalen dat "al de werken voorzien bij onderhavige bepalingen" zullen worden verricht door de secretaris van de vaste commissie voor het onderzoek der schoolhandboeken, doet het ontwerp afbreuk aan de bevoegdheid van de secretaris van de Hoge Raad voor het onderwijs. Die bedoeling heeft de Regering echter niet. Daar de taak van de secretaris van bedoelde commissie beperkt blijft tot de werkzaamheden van de verschillende jury's, stelle men het eerste lid als volgt :

.../...

"De jury wordt terzijde gestaan door de secretaris van de vaste commissie voor het onderzoek der schoolhandboeken".

Deze bepaling en die van het tweede lid zouden, zoals reeds gezegd, beter in artikel 6, onder een § 4, worden ingevoegd.

Artikel 9 stelt regels in verband met het bedrag van de prijs. Het bepaalt eveneens hoe de betaling geschiedt. Het verdient aanbeveling beide bepalingen in twee als volgt luidende paragrafen onder te brengen :

"Artikel 9.-

§ 1. De jury stelt het bedrag van de toe te kennen prijs voor. Dit mag niet lager zijn dan 20.000 frank en niet hoger dan 40.000 frank.

Indien twee werken voor een zelfde vak een beloning verdienen, mag elke prijs niet meer dan 25.000 frank bedragen.

§ 2. De twee derden van het bedrag van de prijs worden uitbetaald bij de toekenning vande prijs; het laatste derde na de publicatie van het handboek".

.../...

De redactie van artikel 10 verschilt van die welke is gebruikt in het koninklijk besluit van 8 november 1954 houdende instelling van een Hoge Raad voor het onderwijs.

Daar sommige juryleden alsook de secretaris én aan de werkzaamheden van bedoelde Hoge Raad én aan die van de in het besluit bedoelde jury's deelnemen, ware het te verkiezen, indien geen bijzondere redenen zich hiertegen verzetten, artikel 10 als volgt te lezen :

"Artikel 10.-

Behalve voor het personeel van de administraties in het moederland, waarvan de bezoldiging door de in België geldende reglementsbepalingen is vastgesteld, bepaalt de Minister van Koloniën het bedrag van het presentiegeld voor de leden, van de uitkeringen aan de secretaris en van de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten".

La chambre était composée de

Messieurs :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président
De Heren :		raadsheer van State,	voorzitter
	L. MOUREAU,	conseillers d'Etat,	
	G. HOLOYE,	raadsheren van State,	
	A. BERNARD,	assesseurs de la section de législation,	
	Ch. VAN REEPINGHEN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
Madame :	J. DE KOSTER,	greffier adjoint,	greffier.
Mevrouw :		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. A. VANDER STICHELE, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. VANDER STICHELE, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.